

POUR ARRACHER LE RETRAIT DU CPE, FAIRE CAPITULER LE GOUVERNEMENT CHIRAC-VILLEPIN-SARKOZY

« Quand une loi a été votée par le parlement, elle doit s'appliquer » C'est ce que Chirac a déclaré le 24 mars à Bruxelles. Il a ainsi réaffirmé qu'il n'était pas question pour le gouvernement de retirer le CPE. Dans les heures qui ont suivi cette déclaration, de Villepin rencontrait à sa demande les dirigeants des confédérations. Il leur proposait rien d'autre que de négocier la mise en application du CPE.

C'est clair : pour obtenir l'abrogation du CPE, c'est le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy et sa « majorité » UMP qu'il faut faire capituler. Villepin l'a déclaré lui-même.

Pour arracher l'abrogation du CPE, il faut affronter et vaincre ce gouvernement en rejetant tout d'abord les appels au « *dialogue social* » de Chirac et de ses ministres.

Car le combat contre le CPE le démontre une fois de plus : la concertation, l'association des directions syndicales à la mise en œuvre de la politique du gouvernement lui demeurent indispensables pour faire passer cette politique.

Pour le faire capituler, une première condition doit être remplie : la concertation ne doit reprendre sous aucun prétexte avec le gouvernement.

La seule voie pour faire capituler le gouvernement

Depuis le 7 mars, le 13, le 16, le 18 et le 23 mars, étudiants, lycéens et travailleurs ont manifesté par centaines de milliers. Ils ont à chaque fois répondu à l'appel des dirigeants malgré le cadre disloqué de ces journées d'action à répétition.

Ce que veulent les travailleurs et les jeunes, c'est le retrait du CPE, l'abrogation de la loi sur l'égalité des chances, du CNE. Ils veulent porter un coup d'arrêt à la politique de liquidation du droit du travail et des acquis sociaux que le gouvernement Chirac-Villepin met en œuvre au compte du MEDEF.

Le 28 mars 2006 les dirigeants des confédérations, des fédérations syndicales enseignantes et des syndicats étudiants appellent à une nouvelle journée d'action, journée « *d'arrêts de travail et de manifestations* ».

Le 24 mars, les dirigeants des confédérations ont écourté la reprise de la discussion avec le gouvernement. De leur côté les dirigeants de l'UNEF, de la FIDL, de l'UNL et de la CE ont refusé de rencontrer de Villepin.

Après le 28 mars, le gouvernement en appelle à la reprise de la concertation. Dans le même temps, il joue les cartes de la désagrégation du mouvement, de la provocation, de la répression, et cherche à recréer les conditions qui lui avaient servi à instaurer l'état d'urgence.

Alors, le 28 mars au soir, il ne restera qu'une seule alternative.

- Soit les directions syndicales capitulent devant le gouvernement ou tout au moins lui permettent d'engager une manœuvre lui évitant de subir de défaite politique ;
- soit elles s'engagent pour infliger une défaite décisive

en appelant ensemble à la grève générale pour permettre la montée en masse, à un million et plus à Paris, au siège du pouvoir, pour imposer l'abrogation du CPE. Telle sera le 28 mars au soir la seule et décisive responsabilité des directions CGT, FO, FSU, UNEF, du PS, du PCF.

Déjà, depuis plusieurs jours, de nombreuses assemblées générales d'étudiants et de travailleurs se sont adressés aux directions syndicales pour qu'elles s'engagent dans cette voie. C'est effectivement ce qu'il faut leur imposer

Etudiants, travailleurs, jeunes.

Les revendications ne s'arrêtent pas à l'abrogation du C.P.E. Mais si le gouvernement ne capitule pas en retirant le C.P.E., alors aucune revendication ne pourra être satisfaite. S'il ne subit pas une défaite, alors inévitablement il reprendra l'offensive et continuera de semer le malheur et la misère dans le pays.

S'il est battu, les conditions seront propices pour **chasser Chirac, son gouvernement, sa « majorité » UMP, porter au pouvoir un autre gouvernement**, un gouvernement d'unité des organisations du mouvement ouvrier, sans représentants de la classe capitaliste.

Assurer le droit au travail, c'est possible. Les besoins sont immenses. Orienter la production de façon à les satisfaire, recruter massivement dans les secteurs utiles, interdire les

licenciements, diminuer le temps de travail pour que tous travaillent, avec un CDI pour tous, sans flexibilité ni précarité, voilà comment on peut vaincre le chômage ! Pour cela, il faut porter au pouvoir un gouvernement qui rompe avec la loi du profit, rejette les exigences des patrons et des marchés financiers, n'hésite pas à les exproprier.

Nous, militants du Cercle qui publie *combattre pour le socialisme* sommes convaincus que dans le combat pour infliger une défaite au gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy, pour imposer l'abrogation du C.P.E, peuvent se regrouper ceux qui contribueront à construire le parti nécessaire pour défendre cette orientation, le parti révolutionnaire, pour le socialisme.

Ne restez pas isolés ! Prenez contact !

Nom

Prénom

Adresse.....

Mail.....

souhaite prendre contact avec le Cercle pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire

souhaite recevoir le prochain numéro de *Combattre pour le Socialisme*

Bon à découper et retourner à GER : 140 Bd de Ménilmontant – 75020 PARIS

Site internet : <http://socialisme.free.fr>